## Commune de MARSSAC sur TARN

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE LA COMMUNE DE MARSSAC SUR TARN

#### AUTORISATION DE STATIONNEMENT 1 RUE DU NORD

Objet: Stationnement camion d'entreprise

L'entreprise D.S.A FACADES-Louman Sud - 81150 Marssac-sur-Tarn

Le Maire de la Commune de MARSSAC sur TARN;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1;

Vu le code de la route;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la demande de l'entreprise D.S.A FACADES en date du 24 novembre 2025, qui effectue des travaux de rénovation de façade ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant ses travaux ;

### ARRÊTE

#### Du mardi 25 novembre au vendredi 5 décembre 2025

<u>Article 1<sup>er</sup></u>: L'entreprise D.S.A FACADES est autorisée à stationner un camion d'entreprise au 1 rue du Nord, pour le besoin des travaux ;

<u>Article 2</u>: L'entreprise D.S.A FACADES occupera temporairement le domaine public et veillera à préserver les droits des tiers. La signalisation sera à sa charge conformément aux dispositions du Livre I, huitième partie, de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Article 3: Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage sur le site Internet de la Mairie et à proximité du chantier.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera faite :

- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn;
- Le Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Tarn;
- L'entreprise D.S.A FACADES,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marssac sur Tarn, le 24 novembre 2025

Par délégation de Madame Le maire, Le Responsable des Services Jechniques

Christophe JAMMES

Le Maire

<sup>-</sup> certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

<sup>-</sup> informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.